



MAÎTRE D'OUVRAGE : COMEDIE FRANCAISE

75 - PARIS - 1^È ARRONDISSEMENT

PLACE COLETTE

RENOVATION ENERGETIQUE



DECEMBRE 2024

PHASE : PRO

**CHARTRE CHANTIER A FAIBLE
IMPACT ENVIRONNEMENTAL**



SOMMAIRE

1 - CHANTIER A FAIBLE NUISANCE.....	4
1.1- CHARTE DE CHANTIER VERT	4
1.1- a) <i>Déchets dangereux (DD)</i> 4	
1.2- b) <i>Déchets inertes (DI)</i> 5	
1.3- c) <i>Déchets industriels banals (DIB)</i> 5	
1.4- d) <i>Déchets d'emballages</i> 5	
1.2- NUISANCES ACOUSTIQUES DE CHANTIER.....	6
1.3- NUISANCES VISUELLES DE CHANTIER	7
2 - OBJECTIFS DU CHANTIER VERT	8
3 - ROLE DE CHAQUE INTERVENANT TOUT AU LONG DU CHANTIER	9
3.1- LE MAITRE D'OUVRAGE ET L'ASSISTANT MAITRE D'OUVRAGE	9
3.2- LA MAITRISE D'ŒUVRE	9
3.3- LE COORDINATEUR DE CHANTIER VERT	10
3.4- CHAQUE ENTREPRISE (ATTRIBUTAIRE D'UN LOT)	11
3.5- SUIVI DU CHANTIER VERT.....	11
3.6- ORGANIGRAMME DES ROLES DE CHACUN	11
3.7-	12
3.8- CLAUSE VEHICULES LEGERS	12
3.9- CLAUSE POIDS LOURDS	12
3.10- CONTROLES DES CARTES GRISES.....	13
4 - MISE EN ŒUVRE DE PRODUITS ET MATERIAUX SAINS	13
4.1- PREAMBULE	13
4.2- MESURES MISES EN PLACE.....	13
5 - LIMITATION DES POLLUTIONS ET DES CONSOMMATIONS	14
5.1- GESTION DE LA POLLUTION DU SOL.....	14
5.2- GESTIONS DE L'EAU	14
5.3- REDUCTION DES CONSOMMATIONS.....	15
6 - LIMITATION DES NUISANCES ENVERS LE VOISINAGE	15
6.1- NETTOYAGE DU CHANTIER.....	15
6.2- CIRCULATION	15
6.3- ABORDS DE CHANTIER	15
6.4- NUISANCES ACOUSTIQUES	16
6.5- QUALITE DE L'AIR	18
6.6- RELATION AVEC LE VOISINAGE	18
7 - LIMITATION DU VOLUME DE DECHETS PRODUIT ET TRI SELECTIF.....	19

7.1- PREAMBULE	19
7.2- MESURES MISES EN PLACE.....	20
8 - PENALITES FINANCIERES	22
9 - ANNEXE 1 – TEXTES REGLEMENTAIRES	22
10 - ANNEXE 2 – CLASSEMENT DES DECHETS DE CHANTIER EN PICTOGRAMMES FFB	24
11 - ANNEXE 3 – ORGANIGRAMME D'ELIMINATION ET DE VALORISATION DES DECHETS DE CHANTIER.....	24
12 - ANNEXE 4 – MODALITES DE SUIVI DES PRODUITS "SENSIBLES" AVEC LES FDS (FICHES DE DONNEES SECURITE)	25
12.1- LISTE NON LIMITATIVE DES PRODUITS "SENSIBLES" POUR LESQUELS FOURNIR UNE FDS	25
12.2- CIRCUIT DE L'INFORMATION POUR LES VISA	25
12.3- GUIDE DE LECTURE DES FDS	25
12.4- SEUIL D'ACCEPTATION DES PRODUITS ETIQUETES A RISQUE	27
13 - ANNEXE 5 – MODELE DE BORDEREAU DE SUIVI DES DECHETS.....	29
14 - ANNEXE 6 – TABLEAUX DE SUIVI.....	30

1 - Chantier à faible nuisance

1.1- Charte de chantier vert

La gestion des déchets de bâtiment est un enjeu environnemental essentiel pour l'avenir de la filière BTP. Les déchets de bâtiment, dont le tonnage est aussi important que celui des déchets ménagers, n'échappent pas au renforcement de la réglementation en matière d'élimination (stockage limité depuis juillet 2002 aux seuls déchets ultimes) et les orientations de la politique des déchets (lois de 1975 et 1992) insistent sur la prévention et valorisation des déchets. Cependant, dans les plans départementaux et régionaux d'élimination des déchets, les déchets du bâtiment ont été peu souvent pris en compte. Aujourd'hui, il devient donc urgent de trouver des solutions pour minimiser la production de ces déchets, pour développer le tri, la collecte sélective et les filières de valorisation.

Le chantier aura un objectif de valorisation à atteindre :

- **Au moins 70% du volume de l'ensemble des déchets, dont 30% en valorisation matière**

La charte chantier vert précise les points suivants :

- Le rôle de chaque intervenant dans la démarche de chantier vert (notamment celui du coordinateur de chantier vert),
- La mise en place de produits et matériaux sains, suivi par validation des FDS (Fiches de données sécurité) de chaque produit,
- Les dispositions prises pour limiter les consommations (d'eau et d'énergie) et les pollutions potentiellement engendrées par le chantier,
- Les mesures permettant la limitation des nuisances du chantier envers le voisinage (propreté du chantier et des abords, qualité de l'air, gestion des nuisances acoustiques, etc.), détaillées ci-après,
- La démarche de tri sélectif du chantier avec suivi des quantités produites, traçabilité, et valorisation des déchets suivants Décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 :

a) Déchets dangereux (DD)

Il s'agit des déchets contenant de l'amiante, des fonds des pots de peinture avec solvant, les peintures, colles, vernis et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses, huiles de décoffrage, bois traités, terres polluées, hydrocarbures, produits goudronnés, piles et accumulateurs, tubes fluorescents, etc.

Ces déchets peuvent être brûlés dans une usine d'incinération pour déchets dangereux, sauf ceux contenant de l'amiante, qui possèdent leurs propres exigences en matière d'élimination (voir ci-dessous) ou bien aller en décharge de classe 1.

L'élimination de ces déchets est cadrée par l'arrêté du 30 décembre 2002, relatif au stockage des déchets dangereux.

Parmi ces types de déchets, on retrouve :

- **Les déchets industriels spéciaux (DIS)** doivent être éliminés par des centres d'enlèvement agréés ; leur élimination est régie par les plans d'élimination des déchets industriels spéciaux.
- **Les déchets contenant de l'amiante** sont soumis à des réglementations diverses selon la nature de l'amiante :
 - Les déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment sont soumis à la circulaire n°96-60 du 19 juillet 1996. Ces déchets doivent être soit vitrifiés dans des installations de vitrification autorisées, soit stockés dans des installations de stockage de déchets dangereux. Leur

procédure d'admission dans les installations de stockage de déchets dangereux.

- **Les déchets d'amiante liée à des matériaux inertes sont soumis à la circulaire UHC/QC2 n°2005-18 du 22 février 2005.** Ces déchets doivent être éliminés dans des installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés, soit en décharge pour déchets inertes pourvues d'alvéoles spécifiques (en application de l'article L. 541-24 du Code de l'environnement).
- Les déchets d'amiante liée avec des matériaux qui, lorsqu'ils deviennent des déchets, sont classés déchets industriels spéciaux (DIS): ces déchets sont alors assimilables à des DIS et leur élimination est régie selon la réglementation des DIS.
- Les déchets d'amiante liée avec des matériaux qui, lorsqu'ils deviennent des déchets, sont classés déchets industriels banals (DIB): ces déchets sont alors assimilables à des DIB et ils pourront être éliminés dans des installations de stockage pour DIB. C'est par exemple le cas des dalles vinyl-amiante.
- **Les déchets d'amiante friable** sont assimilables aux flocages et aux calorifugeages. Leur élimination est régie par la circulaire n°96-60 du 19 juillet 1996

b) Déchets inertes (DI)

Il s'agit des déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Ce sont les bétons, tuiles et céramiques, briques, terres et granulats non pollués, isolants minéraux, déchets de verre, etc. Ces déchets ne sont soumis à aucune réglementation particulière. Ils peuvent être réemployés sur site, recyclés en granulats, utilisés en remblais de chantier ou de carrières, être collectés par un centre de tri et de recyclage de déchets de chantier ou aller en décharge d'inertes de classe 3.

c) Déchets industriels banals (DIB)

Il s'agit des déchets non dangereux et non inertes, assimilables à des ordures ménagères. Comme les inertes, ils ne sont soumis à aucune réglementation particulière. Ils peuvent être réutilisés par un autre chantier, recyclés, être collectés par un centre de tri et de recyclage de déchets de chantier, être brûlés dans une usine d'incinération d'ordures ménagères (UIOM) ou aller en décharge de classe 2.

d) Déchets d'emballages

L'élimination de ces déchets est régie par Code de l'environnement (articles R.543-66 à R.543-72). Ces articles imposent la valorisation systématique par réemploi, recyclage ou incinération avec récupération d'énergie des déchets d'emballage lorsque leur production excède 1100 litres par semaine ou lorsque la collectivité ne prend pas en charge leur collecte. Il est notamment demandé aux détenteurs de déchets d'emballages de :

- Procéder eux-mêmes à la valorisation de leurs déchets dans des installations agréées.
- Ou les céder par contrat à l'exploitant d'une installation agréée (les contrats doivent alors mentionner la nature et les quantités des déchets pris en charge)
- Ou de les céder par contrat à un intermédiaire assurant une activité de transport par route, de négoce ou de courtage de déchets

Ces présentes dispositions ne concernent pas les détenteurs de déchets d'emballages qui produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes.

Il est donc demandé, pour chaque typologie de déchets réglementés de garantir l'enlèvement conformément à la réglementation.

Rappel : la classification des déchets est codifiée dans le Code de l'Environnement - Partie réglementaire, Livre V, Titre IV « Déchets », Chapitre I, Section 1, sous-section 2 : classification des déchets, articles R.541-7 à R.541-11.

1.2- Nuisances acoustiques de chantier

Station de mesure :

A la demande du Maître d'ouvrage, un matériel de surveillance du bruit de chantier pourra être mis en place. Il permettra au responsable du chantier d'intervenir directement auprès des Entreprises responsables.

Cette mission non comprise dans la présente mission de Maîtrise d'œuvre acoustique sera chiffrée en sus et donnera lieu à un avenant en cas de commande du Maître d'ouvrage.

Les entreprises devront utiliser des engins de chantier en conformité avec la réglementation, pour limiter les nuisances acoustiques pour le personnel de chantier.

Pénalités applicables :

Pour tout dépassement constaté sur la base des mesurages recueillis par la station de surveillance, des pénalités seront appliquées au prorata des durées de dépassement et des Entreprises fautives si elles sont explicitement identifiées ou au compte prorata dans le cas contraire. Les modalités et le montant de ces pénalités seront fixés dans le cadre du Règlement de chantier et du CCAP par le Maître de l'ouvrage.

Parmi les mesures pouvant être mises en œuvre par les entreprises signataires pour réduire les nuisances sonores à la source et protéger les ouvriers :

- Etablir un planning prévisionnel mettant en évidence les phases de chantier les plus bruyantes afin de permettre au maître d'ouvrage de faire une information préventive auprès des riverains
- Utiliser des engins insonorisés ou des engins électriques plutôt que des engins pneumatiques
- Utiliser des véhicules en règle avec le passage aux mines
- Eviter les reprises au marteau piqueur sur du béton sec, les chutes de matériels
- Prévoir des réservations suffisantes permettant d'éviter les percements ultérieurs
- Limiter les découpes de matériaux sur le chantier et favoriser les assemblages préalables en atelier
- Mettre en place un plan d'utilisation des engins bruyants
- Eviter les comportements individuels inutilement bruyants : utiliser par exemple des talkies walkies pour communiquer afin d'éviter les cris et sifflements
- Réduire la propagation et les phénomènes de réverbération des bruits, positionner judicieusement les postes fixes bruyants
- Utiliser les baraquements ou les zones de stockage comme écran acoustique
- Sensibiliser les ouvriers aux atteintes irréversibles des bruits de chantiers sur leur capacité auditive, en collaboration avec la médecine du travail
- Généraliser le port de protections individuelles, surtout pour les ouvriers travaillant en poste fixe

1.3- Nuisances visuelles de chantier

L'objectif est de garantir la propreté du chantier. Les entreprises devront réaliser un entretien hebdomadaire du chantier et de ses abords, notamment les accès. De plus, elles devront respecter les dispositions du règlement sanitaire départemental.



Les entreprises veilleront à ce que soit mis en œuvre :

- Un dispositif de nettoyage des roues des véhicules aménagé en sortie du chantier, pour éviter les salissures sur la voirie publique et le nettoyage des accès au chantier si ce dispositif se révèle insuffisant.
- Une installation de lavage des camions sera mise en place durant le chantier incluant bac de décantation des eaux boueuses ou souillées
- L'organisation du stationnement de tous véhicules et le bétonnage ou le gravillonnage des aires de stationnement des engins afin de faciliter le nettoyage
- Le nettoyage en fin de journée des zones de travail (notamment au niveau de la collecte des déchets)
- L'installation de palissades autour des zones de chantier où la nuisance est la plus forte (parking des engins, baraquements, bennes...)
- Nettoyage immédiat des éventuels graffitis
- Le nettoyage régulier des traces d'hydrocarbures au sol
- L'organisation du balisage des zones de stockage
- Couverture des bennes à déchets afin d'éviter l'envol des déchets
- Les éclairages nécessaires à la construction, notamment pour les opérations de nuit, seront disposés de façon à minimiser l'éclairage parasite des habitations avoisinantes
- Des pénalités seront prévues et appliquées sur simple constatations de la maîtrise d'œuvre

2 - Objectifs du chantier vert

Un travail important a été mené tout au long des études de conception pour réduire durablement l'impact du projet sur l'environnement et la santé.

Le chantier de construction est une étape clé du projet qui doit prolonger et mettre en application le travail mené lors des études de conception.

Cette phase très brève de la vie du projet est génératrice d'un grand nombre de nuisances sur l'environnement et sur le voisinage. Des erreurs ou négligences lors du chantier peuvent remettre en cause la stratégie environnementale. Chaque intervenant doit se sentir concerné :

- La maîtrise d'ouvrage, à travers l'arbitrage et le contrôle du bon déroulement du chantier ;
- La maîtrise d'œuvre, à travers la validation des produits et l'encadrement du chantier ;
- Les entreprises, par le choix de produits et la qualité de mise en œuvre conformes aux exigences des CCTP et de la charte de chantier vert, le tri des déchets, la limitation des nuisances.

Les objectifs visés lors du chantier sont de :

- Mettre en œuvre des matériaux sains ;
- Limiter le volume de déchets produits et assurer le tri sélectif ;
- Organiser le chantier pour prévenir les pollutions et limiter les nuisances sur l'environnement proche ;
- Sensibiliser les entreprises aux économies d'énergie et d'eau ;
- Assurer la traçabilité des actions menées et capitaliser l'expérience menée sur le chantier, pour pouvoir la reproduire et l'améliorer ultérieurement pour d'autres chantiers.

Remarque :

Pour certains objectifs, notamment pour la protection du personnel, la charte de chantier vert cite des éléments de la Sécurité et Protection de la Santé pour les mettre en lumière. En aucun cas la charte ne se substitue aux documents de coordination SPS, et le PGCSPP prévaut sur la charte de chantier vert en cas de contradiction.

La charte de chantier vert explicite le rôle de chaque intervenant et les mesures à mettre en œuvre sur le chantier pour en réduire l'impact sur la santé et l'environnement.

Elle est un document contractuel, et ses prescriptions prévalent sur celles des CCTP en cas de contradiction. En aucun cas la charte ne se substitue aux documents de coordination SPS.

Cette charte de chantier vert fait partie du marché de travaux et les prescriptions qui y figurent s'imposent au titulaire du marché, à ses cotraitants et à ses sous-traitants éventuels. Sa signature est un préalable obligatoire à la signature des marchés de travaux proprement dits.

L'engagement des signatures traduit leur volonté de réduire les nuisances du chantier par le respect d'un certain nombre d'exigences concernant :

- L'information des riverains ;
- La formation et l'information du personnel ;
- Le stockage et la manipulation des produits dangereux ;
- La gestion des déchets ;
- Le bruit ;
- Les pollutions potentielles de site (sol, eau, air) ;
- La pollution visuelle ;
- Les perturbations de trafic.

Le respect de ces exigences est obtenu par des mesures préventives, de contrôle et de correction. En cas de non-respect, des sanctions financières, décrites dans le présent document, sont prévues et pourront être appliquées.

Les entreprises remettront un mémoire et chiffreront dans leur offre les dispositions mises en œuvre et nécessaires à l'application de la présente charte.

Les entreprises intervenant sur le chantier s'engagent à respecter les réglementations en vigueur, notamment en matière de protection de l'environnement (pollution des eaux et des sols), de conditions de travail (hygiène et sécurité), et de gestion des déchets (tri, collecte).

Une liste des textes réglementaires est donnée en annexe 1 au présent document. Cette liste n'a pas de caractère d'exhaustivité, tous nouveaux textes ou décrets (lois, règlements, directives, arrêtés) qui interviendraient avant la signature du marché, et qui seraient rendus applicables, feront partie des obligations des entreprises.

L'entreprise désignée devra prendre en compte dans son Plan d'Installation de Chantier, plan de prévention, le fait qu'il y ait une zone piétonne à proximité du chantier. En effet, les piétons chemineront via les chemins d'accès au chantier. Il devra donc être prévu des passages sécurisé et cheminements bien délimités afin de garantir la sécurité des personnes. Les plages principales sont estimées à 8h, 12h, 14h, et 17h. L'entreprise devra préciser ces points pour validation à l'équipe de maîtrise d'œuvre.

3 - Rôle de chaque intervenant tout au long du chantier

3.1- Le maître d'ouvrage et l'assistant maître d'ouvrage

- Est tenu au courant du bon fonctionnement du chantier vert et avisé des infractions constatées à travers le point hebdomadaire « chantier vert » lors de la réunion de chantier, et grâce aux comptes rendus de la maîtrise d'œuvre
- Arbitre les décisions (remplacement de matériaux, sanctions en cas de non-respect de la charte de chantier vert, etc.)
- Définit une stratégie de communication avec les riverains

3.2- La maîtrise d'œuvre

- Fait un point « chantier vert » au cours des réunions hebdomadaires pour vérifier le respect de la charte et des prescriptions environnementales, et intègrent les éventuelles remarques au compte-rendu de la réunion
- Rappelle à l'ordre les personnes ne respectant pas la charte de chantier vert, et avertissent la maîtrise d'ouvrage en cas de faute grave et/ou répétée
- Vérifie le respect des demandes du CCTP concernant le choix des matériaux et produits
- Collecte auprès des entreprises les FDS (Fiches de Données Sécurité) et en vérifient la conformité avec les CCTP
- Convient avec l'entreprise d'un produit de remplacement moins dangereux, lorsqu'un produit « sensible » ne correspond pas aux niveaux d'exigence définis dans les CCTP (si aucun produit de substitution ne peut être trouvé, le maître d'ouvrage arbitre le choix)
- Assure un rôle de conseil auprès des intervenants pour les aider à mettre en œuvre les dispositions chantier vert, mais ne se substitue en aucun cas à eux
- Au début du chantier : fournit un cadre pour le suivi de chantier vert
- Analyse les FDS collectées auprès des entreprises, et donne une validation environnementale de ces produits (cf. annexes)
- Reçoit une copie systématique de chaque des pièces échangées dans le cadre de la démarche chantier vert et des documents lui permettant de suivre l'avancement du chantier (compte-rendu de réunions de chantier, courriers, etc.)
- Effectue des visites de chantier à certaines étapes clés
- Valide le bilan de chantier fourni par le coordinateur de chantier vert en fin de chantier

3.3- Le coordinateur de chantier vert

La présence d'un coordinateur de chantier vert est requise sur le chantier tout au long du chantier pour assurer le suivi environnemental.

Le coordinateur chantier vert :

- Sensibilise les intervenants de son lot et des autres lots (cloisonnement, électricité, fluides, étanchéité...) à la démarche de chantier vert, leur montre le fonctionnement des installations et du tri sélectif, leur fournit des documents « aide-mémoire », et fait signer aux membres de chaque entreprise une copie de la charte de chantier vert pour garder trace de cet échange ;
- Veille à la mise en place et au respect des mesures de la charte de chantier vert. Si le coordinateur de chantier vert constate une infraction à la charte, il doit en aviser l'entreprise concernée, la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage. Il doit convenir avec l'entreprise d'une date de remise en conformité (si elle ne peut être immédiate), la consigner dans le carnet de bord et en vérifier le respect ;
- Peut proposer et entreprendre toute démarche susceptible d'améliorer le fonctionnement du chantier vert. En cas de dysfonctionnement des installations spécifiques (bennes de déchets sur zone étanchéifiée, zone de débordage des roues de camion avec décanteur, palissade avec panneau de communication et boîte aux lettres, zone de stockage des produits dangereux), le coordinateur de chantier vert veille à la remise en état de l'installation ;
- Est responsable de l'information des riverains et du traitement des réclamations de ces derniers (en accord avec le maître d'ouvrage)
- Assure la gestion des bennes de déchets en anticipant leur enlèvement pour éviter le débordement, collecte les bordereaux d'élimination des déchets de chantier et en transmet une copie à la maîtrise d'œuvre HQE (CHOULET) et assistant maîtrise d'ouvrage ;
- tient un carnet de bord chantier vert intégrant notamment les copies de la charte de chantier vert signées par les entreprises, des comptes rendus de visites du chantier, constats de non-respect de la charte et mesures correctives prises, courriers, bordereaux de suivi des déchets et tableau de suivi des déchets, factures d'eau et d'électricité du chantier (copie à se procurer auprès du gestionnaire du compte pro rata ou des concessionnaires), nom des référents chantier vert de chaque entreprise ;
- Fournit à la maîtrise d'œuvre HQE (CHOULET) et assistant maîtrise d'ouvrage en fin de chantier un « bilan chantier vert » afin de mesurer les efforts et dispositions environnementales mises en place. Ce bilan (établi d'après les données contenues dans le carnet de bord) doit notamment contenir les informations concernant :
 - o Les réclamations des riverains et leur traitement,
 - o Les dispositions appliquées afin de réduire les bruits de chantier,
 - o Les incidents ou accidents environnementaux intervenus durant le chantier, ainsi que le traitement des non-conformités,
 - o Un bilan de gestion des déchets de chantier (copie des bordereaux, graphiques mensuels indiquant le tonnage de déchets par catégorie, bilan financier)
 - o Un bilan des consommations d'eau et d'énergie du chantier, avec copie des factures, graphiques mensuels indiquant les consommations, bilan financier
- Est responsable de l'information aux entreprises du chantier respectant les contraintes HQE
- Est responsable en cas de rejet de produits chimiques sur le chantier dans l'environnement pour son lot (chaque entreprise sera responsable de son propre rejet)

Remarque importante :

Dans le cas où plusieurs lots seraient regroupés en un « macro-lot », l'entreprise générale titulaire de ce « macro-lot » devra désigner parmi son personnel un coordinateur de chantier vert. Ses missions, seront identiques à celles décrites ci-dessus, pour les lots inclus dans le « macro-lot » uniquement.

3.4- Chaque entreprise (attributaire d'un lot)

- Assiste à la réunion d'information et sensibilisation « démarche chantier vert », animée par la maîtrise d'œuvre HQE (CHOULET) et l'AMO HQE en début de chantier
- S'engage à respecter les préconisations de chantier vert qui sont rappelées par le coordinateur de chantier vert, par la maîtrise d'œuvre lors de la visite d'inspection commune
- Désigne un référent chantier vert parmi les membres de son personnel, intervenant unique qui sera chargé de :
 - o Transmettre les documents demandés dans le cadre de la démarche de chantier vert, notamment :
 - **Avant toute commande** fournir les FDS des produits sensibles listés en annexe
 - Fournir les bordereaux d'élimination des déchets au cas où ces derniers ne seraient pas mis en benne sur le chantier
 - o Assister au « point chantier vert » lors des réunions hebdomadaires
 - o Sensibiliser son personnel et lui transmettre les documents « aide-mémoire »
 - o Informer son équipe sur le fonctionnement du chantier vert, et veiller à son respect
- Respecte les demandes du CCTP pour le choix des matériaux et produits à faible impact sur la santé et l'environnement, et convient avec le maître d'œuvre d'un produit de substitution lorsqu'un produit « sensible » correspond aux critères d'alerte définis.

Le coordinateur chantier vert met en place une démarche de type « SOSED (schéma d'organisation et de suivi de l'élimination des déchets de chantier) », conforme au plan de gestion des déchets du département (voir partie « gestion des déchets ») en début de chantier.

La mise en place des installations spécifiques citées dans la présente charte (bennes de déchets sur zone étanchéifiée, zone de débordage des roues de camion avec décanteur, palissade avec panneau de communication et boîte aux lettres, zone de stockage des produits dangereux) sera effectuée conformément au PGCSPS et au schéma d'organisation de chantier défini par la maîtrise d'œuvre.

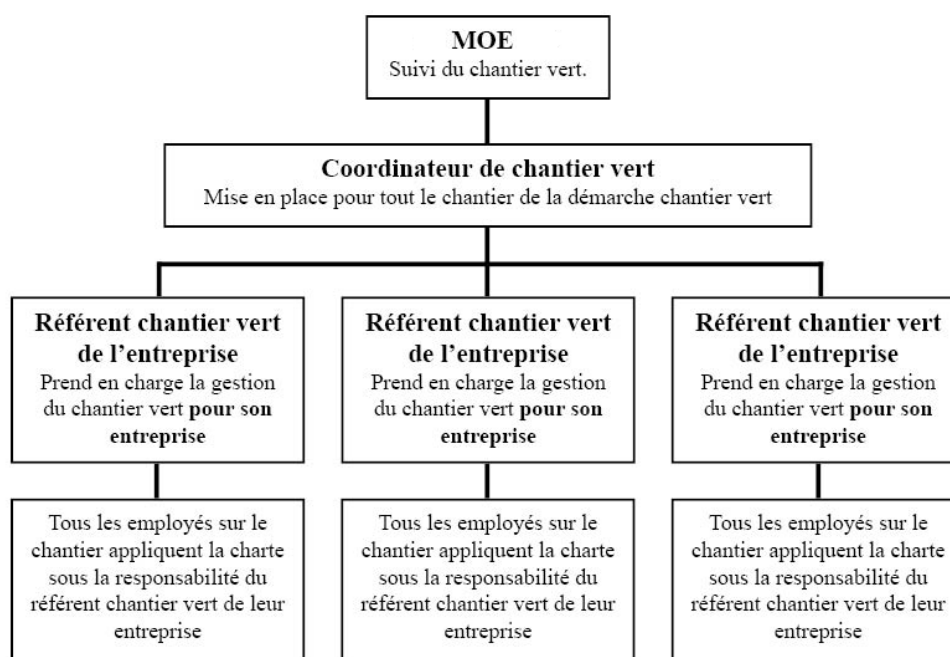
3.5- Suivi du chantier vert

Lors de chaque réunion hebdomadaire de chantier, un point sur le déroulement du chantier est organisé. Il permet d'analyser les éventuels incidents environnementaux survenus, les plaintes reçues des riverains, de veiller à la bonne évacuation des déchets de chantiers... Un paragraphe spécifique au déroulement Chantier à Faibles nuisances est intégré au compte-rendu de chantier.

Une fois par mois les consommations d'eau et d'électricité sont relevées et consignées. Un bilan de chantier est réalisé en fin de chantier, pour tirer des enseignements du chantier, auquel participent tous les référents chantier vert des entreprises et le coordinateur de chantier vert.

3.6- Organigramme des rôles de chacun

3.7-



3.8- Clause véhicules légers

Pour se déplacer sur les différents sites, l'utilisation de véhicules et de carburant plus respectueux de l'environnement est souhaitable. Le parc servant à l'exécution des prestations devra comprendre de préférence des véhicules à propulsion humaine pour les transports le permettant, des véhicules fonctionnant notamment à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV) ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et thermiques) conformes aux normes en vigueur. A défaut, les véhicules utilisés respecteront au minimum les prescriptions de la norme EURO 4 ou idéalement celle de la norme EURO 5.

Dans le cas de recours à une prestation externe de livraison ou à la location de véhicules pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les prescriptions décrites ci-dessus.

3.9- Clause poids lourds

Pour se déplacer sur les différents sites, l'utilisation de véhicules et de carburants plus respectueux de l'environnement est souhaitable. Le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant notamment à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et thermiques) conformes aux normes en vigueur. A défaut, les véhicules utilisés respectent au minimum les prescriptions de la norme EURO V ou idéalement celle de la norme EURO VI.

Dans le cas de recours à une prestation externe de livraison ou à la location de véhicules pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les prescriptions décrites ci-dessus. Une attention particulière sera apportée, tout au long du chantier, au bon respect de ces normes de pollution des véhicules arrivant sur site.

3.10- Contrôles des cartes grises

Le titulaire communique à la maîtrise d'œuvre, dans un délai de quinze jours à compter de la notification, la description des véhicules qui sont affectés au marché, avec mention du type de motorisation et catégorie Euro. Il fournit au maître d'œuvre une photocopie de la carte grise de ces véhicules.

Par ailleurs, la maîtrise d'œuvre se réserve la possibilité de demander en cours d'exécution du marché une copie des cartes grises des véhicules utilisés et d'effectuer des contrôles aléatoires lors de la présence des véhicules sur l'un des sites d'exécution de la prestation objet du marché.

En cas d'écart, les pénalités prévues au paragraphe n°8 s'appliquent. Le coordinateur chantier vert, l'AMO, ainsi que la MOE HQE veilleront à ce que ces clauses soient respectées.

4 - Mise en œuvre de produits et matériaux sains

4.1- Préambule

De précédentes crises, comme celle de l'amiante par exemple, ont montré les limites de l'appareil législatif pour garantir la prévention de tout risque pour la santé et l'environnement. Sur le plan juridique, elles ont aussi montré que le strict respect de la loi ne suffit plus pour dégager les intervenants de leurs responsabilités, lorsque les dernières découvertes scientifiques poussent à suspecter la nocivité de matériaux ou procédés.

Les CCTP préconisent la mise en œuvre de matériaux sains, permettant :

- De protéger la santé des ouvriers
- De protéger la santé des futurs usagers du bâtiment
- De limiter la pollution de l'environnement tout au long du cycle de vie du matériau (production, mise en œuvre, vie en œuvre, élimination en tant que déchet)

Nul n'est censé ignorer les dernières avancées scientifiques.
Il faut appliquer le principe de précaution

4.2- Mesures mises en place

Les entreprises doivent fournir à l'équipe de maîtrise d'œuvre **pour validation avant toute commande** la FDS des produits qu'elle met en œuvre et qui sont repérés dans la liste fournie en annexe.

Si, à la lecture de la FDS, la maîtrise d'œuvre juge le produit proposé trop dangereux ou trop polluant au regard des exigences du CCTP et de la charte de chantier vert, les entreprises doivent proposer un produit de substitution moins dangereux ou moins polluant. Lorsque la substitution n'est pas possible, les entreprises sont tenues d'appliquer à leurs frais les préconisations de mise en œuvre consignées dans les FDS fournies par le fabricant.

Les entreprises ne doivent mettre en œuvre sur le chantier que les produits dont les FDS ont été validées par l'équipe de maîtrise d'œuvre.

Les entreprises devront avoir à leur disposition sur le chantier les FDS des produits dangereux, relatifs à leur lot.

Les entreprises ne doivent mettre en œuvre sur le chantier que les produits dont les FDS ont été validées par l'équipe de maîtrise d'œuvre.
Les entreprises doivent avoir à leur disposition sur le chantier, les Fiches de Sécurité (FDS) des produits dangereux, relatifs à leur lot.

Remarque importante :

La liste de produits « sensibles » fournie en annexe est indicative et non exhaustive. L'entreprise doit signaler au maître d'œuvre si un produit non repéré dans cette liste est incompatible avec les objectifs environnementaux.

5 - Limitation des pollutions et des consommations

Un chantier peut occasionner un impact non négligeable sur l'environnement : pollution de l'eau et du sol, consommations d'eau et d'énergie... La démarche mise en place avec la charte de chantier vert vise à limiter au maximum ce type de pollution.

Tout rejet dans le milieu naturel de produits polluants est formellement interdit.

5.1- Gestion de la pollution du sol

Stockage de produits dangereux :

Durant la période de stockage,

- Les zones de stockage prévues seront strictement respectées ;
- Les produits dangereux seront stockés dans un local fermé ;
- Les étiquetages des produits devront rester lisibles tout au long de la phase chantier ;
- Une zone imperméabilisée avec un bac de rétention avec caillebotis sera mise en place pour les transvasements de produits dangereux ou polluants.

Huile :

Le rejet d'huiles, lubrifiants, détergents et de tout autre produit de ce type dans le réseau est strictement interdit. Les entreprises prendront les dispositions permettant d'éviter ce type de rejet (récupération et enlèvement par un repreneur agréé pour les huiles usagées notamment).

Les quantités d'huile de décoffrage mises en œuvre seront limitées au strict nécessaire. L'huilage des banches se fera sur une zone étanche où l'huile excédentaire sera récupérée. De plus, les huiles de décoffrage utilisées seront obligatoirement à base végétale sans solvant, de type Biodem PV de Technique Béton, Décobio C-13 de Pieri ou équivalent. Les produits de décoffrage utilisés doivent avoir le classement SYNAD suivant :



Classification Synad Produits de Démoulage	
Environnement	●●●●●
Santé	●●●●●
Sécurité Feu	●●●●●
Très bon ●●●●● Très mauvais ●●●●●	

Rejets accidentels

Le coordinateur de chantier vert s'assurera de la tenue en bon état sur le chantier d'un kit de dépollution (traitement des déversements accidentels). Il sera formé à son utilisation. De plus, une bâche étanche mobile en bon état sera placée à proximité des lieux de travail. Le coordinateur de chantier vert sera formé à son utilisation.

Les sols souillés par des produits polluants ou les eaux polluées seront évacués vers un lieu de traitement agréé, au frais de l'entreprise.

5.2- Gestions de l'eau

Eaux de pluie / eaux usées :

Les dispositions à mettre en œuvre seront précisées en fonction du plan de gestion et de l'acceptation de rejet par la société de gestion des eaux de la ville de Garges les Gonesse.

5.3- Réduction des consommations

Les entreprises, dans le cadre du compte prorata mettront en place les moyens utiles à l'approvisionnement mesuré en eau et en énergie. Un comptage d'eau et d'énergie sera mis en œuvre. Les factures mensuelles seront tenues à disposition de la maîtrise d'œuvre et de l'AMO. Un relevé mensuel sera réalisé pour les consommations de la base vie et du chantier.

Les consommations engendrées par le chantier devront être limitées en prenant les mesures suivantes :

- Pour l'eau
 - o Recyclage des eaux de lavage,
 - o Sensibilisation du personnel de chantier (bien fermer les robinets, réparer les fuites immédiatement...).
- Pour l'électricité
 - o Zonage des installations d'éclairage de chantier,
 - o Programmation (coupure générale soir et week-end),
 - o Boutons pressoirs, détecteurs de présence et horloges réglables pour l'éclairage des bungalows,
 - o Ferme-portes pour réduire les consommations de chauffage des bungalows.

6 - Limitation des nuisances envers le voisinage

Un chantier est souvent mal perçu : poussières, bruit, boue sur la chaussée, trafic et stationnement de véhicules encombrants... La démarche environnementale s'attache à améliorer la perception que le voisinage a du chantier et à réduire les nuisances qu'il peut générer.

6.1- Nettoyage du chantier

L'ensemble des titulaires du marché de travaux s'engagent à maintenir en état constant de propreté son chantier.

6.2- Circulation

Afin de limiter la gêne et les dangers que représentent les engins de chantier, les entreprises s'engagent à :

- Respecter le plan d'accès validé par le CSPS
- Prendre en compte et respecter les équipements de sécurité (feux, miroirs, ...) installés aux abords du chantier ;
- Respecter le plan de circulation et de stationnement interne au chantier ;
- Respecter les plages horaires d'activités bruyantes et de livraisons définies avec l'OPC et le maître d'ouvrage ;
- Ne pas stationner de véhicule (professionnel ou personnel) hors du parking de chantier ou des emplacements prévus à proximité.

6.3- Abords de chantier

Les salissures dues aux rotations des camions et de manière générale la dégradation des abords de chantier constitue une gêne pour les riverains et un risque pour la circulation (abords du site peu soignés, chaussée glissante, stockage sur l'espace public...).

Pour améliorer l'image du chantier et la sécurité à ses abords, les entreprises s'engagent à :

- En plus du nettoyage hebdomadaire avec un camion brosse, nettoyer la chaussée dès qu'elles y laissent une salissure ou un dépôt ;
- Débourber les roues des camions sur la zone étanchéifiée et équipée d'un bac de décantation prévue à cet effet avant leur retour sur la chaussée ;
- Arroser les circulations de chantier si celles-ci sont sèches et génèrent de la poussière ;
- Stocker les matériaux fins et pulvérulents à l'abri du vent (stockage en local abrité du vent, bâchage...) ;

- Respecter strictement le tri sélectif et ne faire aucun dépôt de déchet ailleurs que dans les bennes prévues à cet effet ;
- Débarrasser le site de tous les déchets légers qui auraient pu être emportés par le vent (isolant par exemple).

Une zone pour le nettoyage des roues et des cuves des camions sera mise en place.

6.4- Nuisances acoustiques

Préambule

Aucun texte réglementaire ne fixe des seuils limites aux bruits de chantier mais l'expérience montre que des précautions prises en amont permettent souvent de limiter les plaintes du voisinage. De plus, le décret n°2006-1099 du 31 août 2006 stipule que :

- « Art. R. 1334-31. - Aucun bruit particulier ne doit, par sa durée, sa répétition ou son intensité, porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme, dans un lieu public ou privé, qu'une personne en soit elle-même à l'origine ou que ce soit par l'intermédiaire d'une personne, d'une chose dont elle a la garde ou d'un animal placé sous sa responsabilité. »
- « Art. R. 1334-36. - Si le bruit mentionné à l'article R. 1334-31 a pour origine un chantier de travaux publics ou privés, ou des travaux intéressant les bâtiments et leurs équipements soumis à une procédure de déclaration ou d'autorisation, l'atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme est caractérisée par l'une des circonstances suivantes :
 - o Le non-respect des conditions fixées par les autorités compétentes en ce qui concerne soit la réalisation des travaux, soit l'utilisation ou l'exploitation de matériels ou d'équipements ;
 - o L'insuffisance de précautions appropriées pour limiter ce bruit ;
 - o Un comportement anormalement bruyant. »
- « Art. R. 1337-7. - Est puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la troisième classe le fait d'être à l'origine d'un bruit particulier, autre que ceux relevant de l'article R. 1337-6, de nature à porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme dans les conditions prévues à l'article R. 1334-31. »

L'attention des Entreprises est attirée sur les contrôles stricts des émissions sonores du chantier vis-à-vis des riverains et notamment des éventuels établissements commerciaux en exploitation qui peuvent subir un préjudice commercial en rapport avec les nuisances sonores du chantier.

L'utilisation de matériels à percussion devra être limitée au strict minimum. Le recours à des engins de découpe rotative (scie circulaire diamantée, scie au câble...), des cisailles à béton, découpe au jet haute pression ou lance à effet thermique sera privilégié. L'ensemble des matériels de chantier utilisés devra être conforme à la réglementation en vigueur (voir ci-dessous rappel des textes acoustiques).

Rappel des principaux textes réglementaires régissant les nuisances sonores ayant pour origine les chantiers de construction (cette liste n'est pas exhaustive).

L'ensemble des matériels et engins de chantiers fait l'objet de dispositions réglementaires rappelées ci-après :

- Arrêté du 21 janvier 2004 relatif au régime des émissions sonores des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments ;
- Arrêté du 12 mai 1997 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier ;
- Arrêté du 12 mai 1997 relatif à la limitation de l'émission sonore des moto-compresseurs ;
- Arrêté du 12 mai 1997 relatif à la limitation de l'émission sonore des groupes électrogènes de puissance ;

- Arrêté du 12 mai 1997 relatif à la limitation de l'émission sonore des groupes électrogènes de soudage ;
- Arrêté du 12 mai 1997 relatif à la limitation de l'émission sonore des grues à tour ;
- Arrêté du 12 mai 1997 relatif à la limitation de l'émission sonore des marteaux piqueurs et des brise-bétons ;
- Arrêté du 12 mai 1997 relatif à la limitation de l'émission sonore des pelles hydrauliques, des pelles à câble, des boteurs, des chargeuses et des chargeuses pelleteuses ;
- Décret en Conseil d'Etat 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'art. 2 de la loi 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit et relatives aux objets bruyants et aux dispositifs d'insonorisation ;
- Arrêté du 7 mars 1986 portant obligation d'application des dispositions de l'article 23 bis du code des douanes pour l'importation des matériels et engins de chantier conforme à certaines dispositions communautaires.

Contrôles des niveaux sonores

Pendant la durée des travaux, les Entreprises doivent se conformer aux dispositions des textes suivants :

- Décret n°2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires) ;
- Arrêté du 5 décembre 2006 relatif aux modalités de mesure des bruits de voisinage ;
- Norme française NFS 31-010 relative à "la caractérisation et au mesurage des bruits de l'environnement".

Caractérisation acoustique et vibratoire des matériels utilisés

A défaut de résultats de mesurages acoustiques (aériens et/ou vibratoires) homologués pour certains matériels bruyants (fiches techniques du matériel par exemple), l'Entreprise procédera à ses frais à des essais sur sites extérieurs dans des conditions de fonctionnement représentatives des conditions d'emploi sur chantier afin d'arrêter les modes opératoires permettant de respecter les critères fixés.

Les conditions de mesurages et résultats d'essai seront soumis à l'approbation de l'acousticien.

L'Entreprise responsable du Chantier Vert devra désigner le lot qui prendra à sa charge les modifications éventuelles des matériels mis en œuvre visant à réduire les niveaux sonores à l'émission (capotages, silencieux, etc.) dans des limites compatibles avec les exigences. Il s'agit de l'entreprise titulaire du lot pour lequel les exigences acoustiques ne sont pas respectées.

Modes opératoires

Afin de minimiser les vibrations, l'Entreprise devra proscrire autant que possible tout outillage à percussion : brise roche, marteau pneumatique, pistolet de scellement, perceuse à percussion, etc.

Le sciage devra être privilégié : scie circulaire diamantées silencieuse (prise en sandwich), scie au câble, etc. Les techniques de découpe par lance thermique ou par jet à haute pression seront considérées.

L'Entreprise devra prendre à sa charge la réalisation des ouvrages de protection temporaire visant à limiter la propagation des bruits émis : mise en place de cloisons acoustiques temporaires, interposition de matelas résilients pour limiter la transmission des bruits de chutes de gravats, etc.

Les opérations qui ne pourront être effectuées avec une procédure peu bruyante seront programmées avec le concours de l'entreprise, de la Maîtrise d'œuvre et de l'acousticien en particulier sur des plages horaires et des durées appropriées.

De plus les entreprises s'engagent à :

- Respecter les plages horaires définies avec le maître d'ouvrage* pour les livraisons et les phases bruyantes ;
- Respecter les horaires de travail définis avec le maître d'ouvrage ;
- Couper les moteurs des véhicules en stationnement (y compris pendant les livraisons si le déchargement ne requiert pas le fonctionnement du moteur) ;
- Utiliser des talkiewalkies pour communiquer avec le grutier ;
- Recourir au maximum à la préfabrication ;
- Utiliser des banches de coffrage avec des systèmes de serrage vis + clef plutôt qu'aillettes + marteaux ou au minimum remplacer les marteaux par des maillets caoutchouc ;
- Réduire la durée totale d'émission des postes bruyants ;
- Doublage du matériel et des équipes lors des travaux bruyants (obligation de moyens) ;
- Organisation inter-entreprises pour concentrer les phases bruyantes sur la même période ;
- Limiter l'usage des avertisseurs sonores au seul risque immédiat.

Il sera prévu la pose d'appareillage de mesures sonores avec dispositif d'enregistrement dans le bungalow de chantier. MO & MOE devront pouvoir accéder aux enregistrements sur simple demande. L'Entreprise responsable du Chantier Vert devra prendre à sa charge la fourniture du matériel et l'exploitation des données, à soumettre à la MOE et MOA.

6.5- Qualité de l'air

Afin de limiter au maximum la pollution de l'air environnant au chantier :

- Les feux sont interdits sur le chantier ;
- Un arrosage sera pratiqué lors des phases de travaux qui génèrent de la poussière. L'eau utilisée sera celle récupérée après le lavage des outils ;
- Le matériel de ponçage sera muni d'un aspirateur ;
- Les bennes à déchets légers ne permettront par l'envol de poussières et de déchets (bennes fermées).

6.6- Relation avec le voisinage

Afin d'assurer une bonne gestion des relations avec le voisinage, il devra être prévu :

* les plages horaires pour les travaux, livraisons et phases bruyantes seront concertées entre les entreprises et l'OPC, en accord avec le maître d'ouvrage dans la phase de préparation de chantier.

- L'organisation d'une réunion d'information publique par la maîtrise d'ouvrage (si elle le juge nécessaire), avec la maîtrise d'œuvre et le coordinateur de chantier vert ;
- La mise en place d'une boîte aux lettres qui recevra les observations et plaintes éventuelles, auxquelles une réponse sera systématiquement adressée par le coordinateur de chantier vert et éventuellement la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre ;
- La mise en place d'une palissade esthétique et entretenue ;
- Un sens de circulation judicieux des engins de chantier et des camions de livraison sera défini pour ne pas gêner la circulation des riverains.

Lorsqu'une nuisance ne peut pas être évitée, prévenir les riverains de la cause de la nuisance et des horaires auxquels elle est prévue.

Une nuisance expliquée est mieux acceptée qu'une nuisance subie sans explication.

7 - Limitation du volume de déchets produit et tri sélectif

7.1- Préambule

Avec plus de 340 millions de tonnes par an, les déchets du BTP représentent plus de 40% de la production totale de déchets en France. La réduction du volume de déchets produits et leur valorisation est un enjeu important.

Une bonne gestion des déchets sur le chantier entraîne :

- Une réduction de l'impact environnemental du chantier
- Une amélioration de la sécurité et des conditions de travail
- Une réduction du coût d'enlèvement des déchets

Le chantier aura un objectif de valorisation à atteindre :

- **Au moins 70% du volume de l'ensemble des déchets, dont 30% en valorisation matière**

Des mesures simples permettent d'améliorer la gestion des déchets et l'économie du chantier :

- Préférer les fournisseurs qui limitent l'emballage des produits
- Utiliser autant que possible les chutes
- Limiter les pertes en respectant les travaux en cours ou finis et en assurant de bonnes conditions de stockage et de manutention

Un tri sélectif sera organisé en préférant les filières locales qui recyclent plutôt que celles qui stockent ou incinèrent. Les bennes seront clairement identifiées par des panneaux montrant les pictogrammes de la FFB. Le chef de chantier de chaque entreprise s'assurera de la compréhension de tout le personnel des modalités de tri, et veillera à leur application.

Voir le classement des déchets de chantier ci-après dans le document.

La réduction du volume de déchets et le tri sélectif sur le chantier nécessitent l'engagement de tous pour être efficaces.

Il n'y a pas de « petit geste », lorsqu'il est appliqué par tous sur tous les chantiers.

7.2- Mesures mises en place

Pour répondre à ces enjeux, les entreprises titulaire(s) d'un lot proposeront une organisation du tri, répondant aux exigences PGCSPPS (à minima 1 benne inerte + 1 benne DIB + 1 benne DIS + 1 benne emballages) et en accord avec le plan de gestion des déchets du BTP du département.

Lors de la préparation du chantier, chaque entreprise doit fournir un estimatif du volume de ses déchets qu'elle transmet à l'entreprise principale. L'entreprise titulaire du chantier vert doit produire un document intitulé « SOSED – schéma d'organisation et de suivi de l'élimination des déchets de chantier », dans lequel sont exposées les mesures générales qu'elle s'engage à mettre en œuvre pour gérer les déchets selon le type de déchets produits et l'avancement du chantier. Ce document comprendra notamment :

- La sélection des prestataires en charge de l'élimination des déchets ;
- La définition précise des déchets admissibles par filières d'élimination ;
- L'estimation la plus précise possible des quantités de déchets émit par lot ;
- La liste des centres de valorisation dans un périmètre de 50 km ;
- La définition du nombre, de la nature, de la localisation des conteneurs pour la collecte des déchets, leur condition de manutention (grue, monte-charge, camion) en tenant compte de l'évolution du chantier et des flux de déchets générés dans le temps et l'espace ;
- Les dispositions adoptées pour la collecte intermédiaire, tels que conteneurs à roulettes, petites bennes, goulottes...)
- L'information des compagnons sur le chantier par panneaux.

Cette procédure sera soumise au visa de la maîtrise d'œuvre HQE (CHOULET)

Pendant le déroulement du chantier, les entreprises doivent fournir au coordinateur de chantier vert les enregistrements relatifs à l'élimination des déchets (notamment bordereaux et tableau de suivi des déchets), afin d'en conserver une parfaite traçabilité.

De plus, les entreprises s'engagent à :

- Choisir des produits et matériaux conformes aux normes et au CCTP ;
- Ajuster le choix des fournitures aux côtes nécessaires (cf. plans de calepinage) ;
- Assurer de bonnes conditions de stockage et de manutention ;
- Respecter les travaux en cours ou finis ;
- Choisir des fournisseurs et des modes de conditionnement proposant des emballages réduits ou consignés ;
- À optimiser le remplissage des bennes pour augmenter le tonnage à volume constant (par exemple en écrasant les cartons) ;
- Dans la mesure du possible, avancer avec les chutes pour les valoriser sur un autre poste ;
- Ne pas utiliser de polystyrène pour les réservations ;
- Respecter les modalités du tri sélectif en vigueur sur le chantier ;
- Anticiper l'enlèvement des bennes avant qu'elles ne soient pleines ;
- S'assurer de la compréhension de tout leur personnel des modalités de tri, localisation des bennes...

Dans les phases où plusieurs corps d'état interviennent, au moins cinq bennes seront mises en service : à minima 1 benne DIB + 1 benne DIS + 1 benne carton + 1 benne plastique + 1 benne bois. Selon les besoins lors de phases spécifiques du chantier, il sera rajouté par exemple 1 benne métal et/ou 1 benne placo.

La zone dédiée au stockage sera imperméabilisée et équipée d'un collecteur / décanteur. Enfin, elle devra permettre d'identifier les bennes de manière claire et s'assurer de la compréhension de tous.

Bordereaux de suivi des déchets :

Un système de bordereaux de suivi sera mis en place afin d'assurer la traçabilité de 100% des déchets réglementés et non réglementés produits par le chantier.

Les entreprises sont responsables du suivi des déchets et en particulier du bon acheminement des déchets dans les décharges adéquates. Ainsi, à chaque évacuation de benne, les bordereaux de suivi des déchets industriels spéciaux (DIS), et les bordereaux de suivi des déchets inertes et DIB sont renseignés et remis au prestataire chargé de leur enlèvement. Un double est conservé sur le chantier. **Lorsque les bordereaux sont complétés par le collecteur (transporteur et éliminateur), ils sont retournés aux entreprises et transmis au Maître d'Œuvre pour vérification puis transmission au Maître d'Ouvrage pour signature avant paiement de la situation correspondante.** Les bordereaux sont ensuite archivés sur le chantier pour être consultable par la Maîtrise d'œuvre et par la Maîtrise d'Ouvrage.

Deux types de bordereaux sont à renseigner :

- Les bordereaux pour le suivi des Déchets Industriels Spéciaux (DIS) : Ces bordereaux accompagnent les déchets jusqu'à l'installation destinataire qui peut être un centre soit d'élimination finale, soit de regroupement, soit de prétraitement. Le producteur, les divers opérateurs intermédiaires et l'exploitant de l'installation destinataire visent successivement le bordereau au moment de la prise en charge des déchets. Ils en gardent chacun un exemplaire visé, qu'ils tiennent à la disposition du service chargé du contrôle des installations classées pendant au moins trois ans. Pour un envoi des déchets vers un centre de regroupement ou de prétraitement ou vers un centre d'élimination il faut utiliser le formulaire Cerfa n°70 321.
- Les bordereaux de suivi des déchets inertes (DI) et des déchets industriels banals (DIB) : Ces bordereaux sont à renseigner par l'ensemble des acteurs. Les exemplaires 2, 3, 4 et 5 sont ainsi à conserver respectivement par l'éliminateur, le transporteur, l'entreprise et le Maître d'Ouvrage.

Tableau de suivi des déchets :

Les entreprises tiennent à jour le tableau de suivi des déchets comprenant :

- Les quantités de volumes produits par type de déchets (par benne) ;
- Les dates d'enlèvement correspondantes ;
- Les incidents de tri signalés par le récupérateur ;
- Les bons d'enlèvement des déchets dûment complétés, archivés en annexe.

Ce tableau de suivi des déchets fait l'objet de notes de bilans mensuels transmis au Maître d'Ouvrage et à la Maîtrise d'œuvre.

8 - Pénalités financières

Pour les pénalités, se référer au CCAP.
Pour information, les voici ci-dessous :

Pénalités pour non-respect de la charte chantier vert :

Les entreprises s'exposent à l'application des pénalités ou retenues consécutives à leurs carences, selon le barème suivant :

- **Non fourniture de tout document et ayant un impact sur la gestion environnementale du projet ou du chantier : 500 € HT / semaine (renouvelable) ;**
- **Non-respect des consignes de tri : 500 € HT / infraction ;**
- **Cantonnement non entretenu et absence de nettoyage des zones de travail en fin de journée : 500 € HT / infraction ;**
- **Non réalisation des opérations de nettoyage demandées : 500 € HT / infraction (cumul possible avec précédent) ;**
- **Non enlèvement d'un contenant plein, au bout de 24 heures : 2 000 € HT / infraction (renouvelable) ;**
- **Stockage en zone interdite : 1 500 € HT / infraction ;**
- **Matériel de chantier non-conforme : 150 € HT / infraction**
- **Dépôt sauvage de gravats: 20 000 € HT / infraction ;**
- **Mesure de bruit en limite de chantier supérieure de 3 dB(A) à la limite autorisée de 80dB(A) : 1 500 € HT / infraction ;**
- **Non-respect des circulations aux abords du chantier : 750 € HT / infraction ;**
- **Non-respect d'une injonction du coordonnateur SPS au titre de sa mission décrite au paragraphe 9.3.2 : 500 € HT / infraction ;**
- **retard constaté dans la remise des documents demandés par le coordonnateur SPS dans le cadre de l'établissement du DIUO : 200 € HT / jour de retard.**

9 - Annexe 1 – Textes réglementaires

Principaux textes réglementaires, liste non exhaustive :

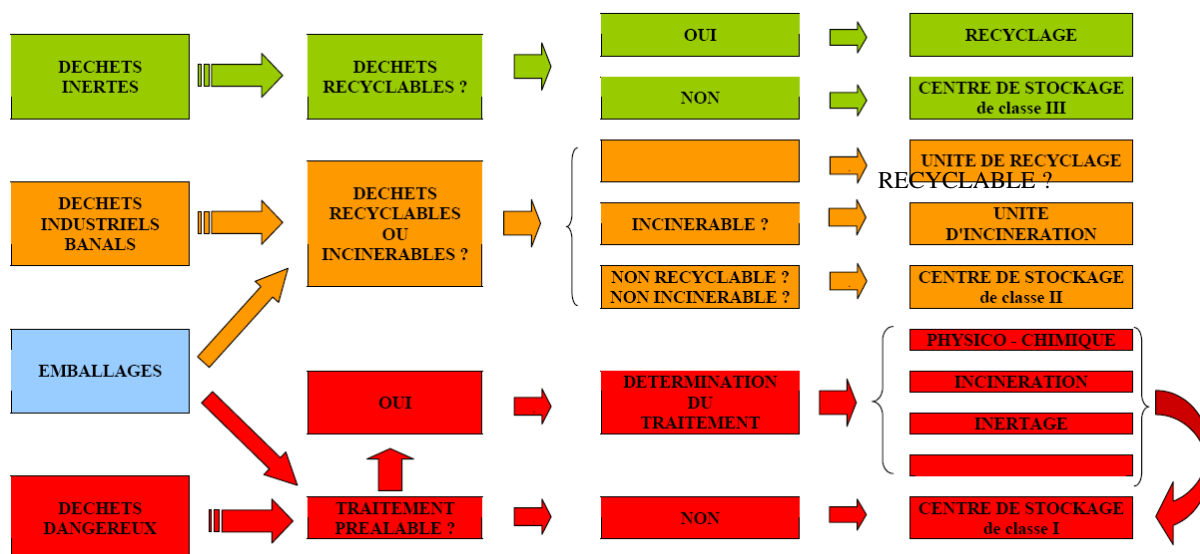
- Code du Travail relatif à la protection des travailleurs contre le bruit sur les chantiers
- Code de la Santé Publique. Décret n° 95-408 du 18 avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage
- Code de l'Environnement, Livre V : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances, Titre IV : Déchets
- Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, modifiant la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux. Elle définit la notion de déchet ultime et stipule qu'à partir du 1er juillet 2002, seuls ces déchets pourront être mis en centre d'enfouissement technique. Il en découle que tous les déchets non valorisés devront être soumis à un traitement adapté. Cette loi introduit d'autres principes importants, notamment la nécessité de valorisation des déchets. Elle fixe en outre comme priorités de la politique des déchets :
 - La limitation du transport des déchets en volume et en distance ;
 - La prévention et la réduction de la production et de la nocivité des déchets ;
 - La valorisation des déchets par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie.
- Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, avec comme objectif la prévention de la propagation des bruits pouvant créer des troubles aux personnes et à leur santé, ou nuire à l'environnement. Elle concerne la limitation du niveau sonore des objets et activités bruyantes, les caractéristiques acoustiques des transports et de la construction, la qualité acoustique des bâtiments sensibles

- Directive du parlement et du conseil n° 94/62/CE du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages
- Décret n° 97-517 du 15 mai 1997 relatif à la classification des déchets dangereux
- Décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante
- Décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages
- Décret n° 92-1074 du 2 octobre 1992 relatif à la mise sur le marché, à l'utilisation et à l'élimination de certaines substances et préparations dangereuses
- Décret du 21 avril 1998 transcrivant en droit français les dispositions d'une directive européenne qui fixe deux principes : réduire le bruit au niveau le plus bas possible compte tenu des techniques disponibles et ne pas exposer les travailleurs à des niveaux incompatibles avec leur santé
- Décret n°79-981 du 21 novembre 1979 concernant les détenteurs d'huiles minérales ou synthétiques usagées
- Décret n° 77-254 du 8 mars 1977 relatif au déversement des huiles et lubrifiants neufs ou usagés dans les eaux superficielles, souterraines et de mer
- Décret d'application n° 95-79 du 23 janvier 1995 concernant les objets bruyants et les dispositifs d'insonorisation
- Avis du 11 novembre 1997 relatif à la nomenclature des déchets
- Circulaire DPPR du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics et impliquant une meilleure organisation de la gestion par le tri et la valorisation des déchets produits par les professionnels du bâtiment
- Circulaire du 28 avril 1998 relative à la mise en œuvre et l'évolution des plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés.
- Circulaire n°95-49 du 13 avril 1995 relative à la mise en application du décret n°94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages
- Circulaire DPPR n° 95-007 du 5 janvier 1995 relative aux centres de tri des déchets ménagers pré-triés et de déchets industriels et commerciaux assimilés aux déchets ménagers
- Arrêté du 9 septembre 1997 relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés
- Arrêté du 18 décembre 1992 relatif au stockage de certains déchets industriels spéciaux, ultimes et stabilisés pour les installations nouvelles.
- Arrêté du 12 mai 1997 fixant les dispositions communes, applicables aux matériels et engins de chantier
- Arrêté du 11 avril 1972 relatif aux émissions sonores des matériels et engins de chantier
- Article 99-7 du Règlement sanitaire départemental type concernant les abords du chantier
- Recommandation n° T2-2000 aux maîtres d'ouvrage publics, relative à la gestion des déchets de chantier du bâtiment
- Décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre

10 - Annexe 2 – Classement des déchets de chantier en pictogrammes FFB

ORDURES MÉNAGÈRES	INERTES		DIB (Déchets Industriels Banals)			DIS (Déchets Industriels Spéciaux)		
DÉCHETS ALIMENTAIRES	INERTES	PLAQUES DE PLÂTRE	DÉCHETS MÉLANGÉS	BOIS	PALETTES CONSIGNÉES	DÉCHETS SPÉCIAUX	BOIS TRAITÉ	HUILE
VERRES BOISSONS	CARRELAGES CÉRAMIQUE	PLÂTRE	DÉCHETS DE NETTOYAGE	PLASTIQUE	PALETTES	PALETTES SOUILLÉES	PINCEAUX CHIFFONS	BOUES DE PEINTURE
	LAINE DE VERRE	VERRES	POLYSTYRÈNE	EMBALLAGES (non souillés)	PAPIERS CARTONS	CARTONS SOUILLÉS	CARTOUCHES	
	AMIANTE CIMENT		MÉTAUX	PEINTURE À L'EAU		EMBALLAGES SOUILLÉS		
								AMIANTE

11 - Annexe 3 – Organigramme d'élimination et de valorisation des déchets de chantier



12 - Annexe 4 – Modalités de suivi des produits "sensibles" avec les FDS (Fiches de Données Sécurité)

12.1- Liste non limitative des produits "sensibles" pour lesquels fournir une FDS

Attention à ne pas confondre FDS et FDES.

Une fiche de données sécurité (FDS) doit être fournie par l'entreprise pour les produits suivants :

- Tous types de peintures (peintures de finition murs/plafonds, peinture antirouille, peinture de sol, lasure béton, anti-graffiti, etc.), sans oublier les primaires de préparation de support
- Tous produits de finition, joint et calfeutrement (mastics, silicones, mousses expansives, etc.)
- Produits de préservation du bois
- Traitement de finition de bois (teinte, vernis, huile dure, etc.)
- Complexes d'étanchéité liquide
- Tous types de colles
- Produits contenant du plâtre
- Matériaux fibreux (isolants en laine minérale, etc.)
- Produits dérivés du bois (médium, OSB, contreplaqué, etc.)
- Autres matériaux composites (mélaminés, panneaux de façade, etc.)

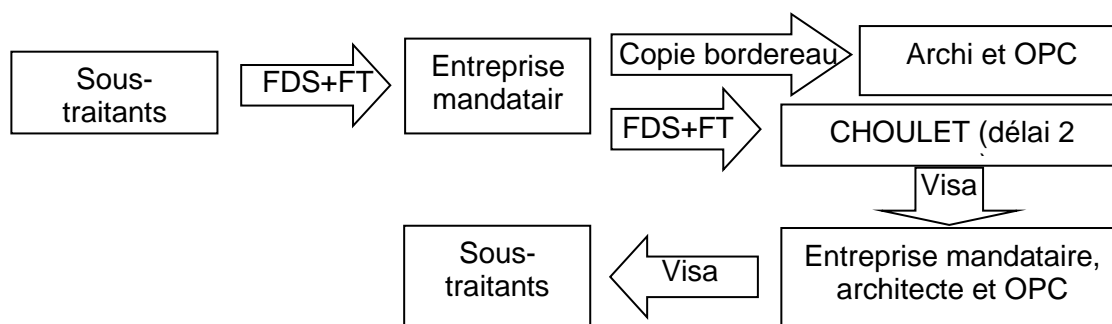
Ces fiches sont à fournir **avant toute commande pour validation préalable.**

Remarque :

- Cette liste n'est pas limitative
- Les FDS sont fournies gratuitement par les fabricants ou les fournisseurs sur simple demande
- Pour les panneaux dérivés du bois (médium, OSB, contreplaqué, etc.), fournir le PV d'essai indiquant le niveau d'émission de COV selon la norme NF EN 120
- Pour le bois (éléments massifs, lamellé collé ou lamellé cloué) il n'est pas demandé de FDS, mais un certificat d'origine précisant l'essence, le pays et la région d'origine doit être fourni

12.2- Circuit de l'information pour les Visa

Les entreprises mandataires centralisent l'information côté entreprise selon le schéma suivant :



12.3- Guide de lecture des FDS

La fiche de données de sécurité (FDS) fournie par le fabricant ou le fournisseur permet de prendre connaissance de la liste des risques repérés « R xx » et des conseils de sécurité caractérisés par « S xx ».

La FDS donne des indications précises sur la nature du produit, les effets sur la santé ou l'environnement (et les moyens de prévenir ces effets), et sur la gestion des déchets.

Voici les principales rubriques concernant le chantier vert (ATTENTION : d'autres informations concernant la protection de la santé intéressent directement le SPS, et ne sont pas listées ci-après) :

Rubrique 1 – Identification du produit chimique :

Identification de la substance, de la société et numéro d'urgence.

- Vérifier que la FDS correspond bien au produit mis en œuvre

Rubrique 2 – Composition et informations sur les composants :

Liste les substances dangereuses entrant dans la composition du produit.

- Permet de savoir quelles substances dangereuses entrent dans la composition du produit et en quelle quantité, voir les phrases de risque associées (explicitées directement dans la rubrique 2 ou reportées dans la rubrique 16).

Rubrique 8 – Procédures de contrôle de l'exposition des travailleurs :

Décrit les équipements de protection individuelle recommandés (cf. SPS).

Rubrique 9 – Propriétés physico-chimiques :

- Permet de connaître le taux de COV (composés organiques volatils) des produits solvants pour lesquels un seuil de tolérance a été fixé dans les CCTP : peintures, vernis, colles, etc...

NB : si le taux de COV n'est indiqué ni dans la fiche technique du produit, ni dans la FDS, cette information peut être obtenue en appelant le fabricant (cf. coordonnées dans la rubrique 1)

Rubrique 15 – Informations réglementaires relatives au classement et à l'étiquetage du produit :

Explicite les phrases de risque R xx et le classement du produit (nocif, toxique, dangereux pour l'environnement...).

- Donne le degré de « dangerosité » du produit « complet » (contrairement à la rubrique 2 qui détaille les sous-composants du produit)
Cf. page suivante les seuils d'acceptation des produits en fonction des phrases R

Rubrique 16 – Autres informations :

Explicite les phrases de risque R xx et le classement des substances listées en rubrique 2.

- Donne le degré de « dangerosité » des substances entrant dans la composition du produit, sachant que ces substances sont diluées dans le produit « complet ».
Cela explique pourquoi les phrases R des rubriques 2 et 16 ne sont pas les mêmes que celles de la rubrique 15.

12.4- Seuil d'acceptation des produits étiquetés à risque

Les produits sont acceptés ou refusés selon les phrases de risque mentionnées dans la rubrique 15 de la FDS :

Toxicité			Irritation	Niveau de gravité			Autre risque
T+ (Très toxique)	T (Toxique)	Xn (Nocif)	Xi (Irritant)	Très grave	Grave	Risque possible	Phase R

Risque pour l'environnement

Pour les organismes aquatiques	R50	R51	R52				
Néfastes à long terme pour les organismes aquatiques							R53
Dangereux pour la couche d'ozone							R59

Risque pour la santé

Risque par Inhalation	R26	R23	R20				
Risque par contact avec la peau	R27	R24	R21				
Risque en cas d'ingestion	R28	R25	R22				

Au contact de l'eau, dégage des gaz		R29					
Peut devenir très inflammable pendant l'utilisation							R30
Au contact d'un acide, dégage un gaz	R32	R31					
Danger d'effets cumulatifs							R33
Provoque des brûlures				R35	R34		
Irritant pour les yeux				R36			
Irritant pour les voies respiratoires				R37			
Irritant pour la peau				R38			
Effets irréversibles très graves				R39			
Risque de lésion oculaire grave					R41		
Sensibilisation par inhalation							R42
Sensibilisation par contact avec la peau							R43
Risque d'explosion si chauffé en ambiance confinée							R44
Effet cancérigène suspecté - preuves insuffisantes						R40	
Peut causer le cancer	R45-1	R45-2	R45-3				
Peut causer le cancer par inhalation	R49-1	R49-2	R49-3				
Peut causer des altérations génétiques héréditaires	R46-1	R46-2	R46-3				
Peut causer des malformations congénitales						R47	
Risques d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée						R48	
Peut altérer la fertilité	R60-1	R60-2	R60-3			R62	
Risque pendant la grossesse d'effets néfastes sur l'enfant	R61-1	R61-2	R61-3			R63	
Risque possible pour les bébés nourris au lait maternel						R64	
Possibilité d'effets irréversibles						R68	

Légende :

- Les produits portant cet étiquetage sont tolérés
- Les produit portant cet étiquetage sont à éviter mais tolérés sur justification qu'un autre produit moins dangereux ne peut pas être utilisé ou que les précautions nécessaires sont prises pour prévenir les risques
- Les produits portant cet étiquetage sont interdits sur le chantier

Dans le cas R45-1 par exemple, le 1 indique le numéro de la catégorie

- Catégorie 1 : le risque est connu et vérifié sur la base d'études épidémiologiques
- Catégorie 2 : il existe une forte présomption de risque basée notamment sur des études appropriées sur l'animal
- Catégorie 3 : le risque est estimé potentiel, sur la base d'études appropriées mais néanmoins insuffisantes pour fonder le classement en catégorie 1 ou 2

Remarque :

Les phrases de risque R1 à R19 concernant les risques lors de la manipulation ne sont pas citées ci-dessus. Elles concernent le champ d'intervention du coordinateur SPS.

13 - Annexe 5 – Modèle de bordereau de suivi des déchets

Ministère chargé de l'Environnement



N° 07 0320



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Arrêté du 4-1-85 (J.O. du 16-2-85)

BORDEREAU DE SUIVI DE DÉCHETS INDUSTRIELS

1 PRODUCTEUR		N° SIRET :	
DÉNOMINATION :		RESPONSABLE :	
ADRESSE, TÉLÉPHONE, FAX :			
DÉSIGNATION DU DÉCHET :	CODE NOMENCLATURE :	AU TITRE DU R.T.M.D.	
	C A	MATIÈRE D'ASSIMILATION :	N° DE GROUPE
CONSISTANCE DU DÉCHET :		<input type="checkbox"/> SOLIDE	<input type="checkbox"/> BOUES <input type="checkbox"/> LIQUIDE
TRANSPORT :		<input type="checkbox"/> BENNE	<input type="checkbox"/> CITERNE <input type="checkbox"/> Fûts NBRE : <input type="checkbox"/> AUTRE PRÉCISEZ :
- MODE D'ÉLIMINATION FINALE : - INSTALLATION : - ADRESSE - TÉLÉPHONE :		N° DE CERTIFICAT D'ACCEPTATION PRÉALABLE :	
Atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus, que les matières sont admises au transport selon les dispositions du règlement pour le transport des matières dangereuses du 15.04.45, et que notamment les conditions exigées pour le conditionnement et l'emballage ont été remplies, Signature :		DATE DE REMISE AU TRANSPORT : QUANTITÉ REMISE AU TRANSPORT : TONNE	

2 COLLECTEUR-TRANSPORTEUR		N° SIRET :	
DÉNOMINATION :		RESPONSABLE :	
ADRESSE, TÉLÉPHONE, FAX :			
STOCKAGE	Ayant pris connaissance des informations ci-dessus, Signature :	DATE DE REMISE A L'ÉLIMINATEUR :	
<input type="checkbox"/> OUI Lieu de stockage :		QUANTITÉ TRANSPORTÉE :	
<input type="checkbox"/> NON		TONNE	

3 DESTINATAIRE		N° SIRET :				
DÉNOMINATION :		RESPONSABLE :				
ADRESSE, TÉLÉPHONE, FAX :		CODE FILIÈRE A.F.B. : <table border="1" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"><tr><td> </td><td> </td><td> </td></tr></table>				
OPÉRATION SUR LE DÉCHET :		<input type="checkbox"/> PRÉTRAITEMENT <input type="checkbox"/> REGROUPEMENT <input type="checkbox"/> AUTRE PRÉCISEZ				
<input type="checkbox"/> VALORISATION <input type="checkbox"/> INCINÉRATION		<input type="checkbox"/> DÉTOXICATION <input type="checkbox"/> MISE EN DÉCHARGE				
EN CAS DE REGROUPEMENT INDIQUEZ LE N° DE CUVE ET LA DESTINATION FINALE DU DÉCHET :						
EN CAS DE PRÉTRAITEMENT : - DESCRIPTION DU PRÉTRAITEMENT : - DESTINATION FINALE DU DÉCHET :						
REFUS DE PRISE EN CHARGE LE :	Signature :	DÉCHETS PRIS EN CHARGE LE :				
MOTIFS :		QUANTITÉ REÇUE : TONNE				

Sont punies d'amendes ou d'emprisonnement toutes fausses déclarations. Articles 8 et 24-3° de la loi n° 75-633 du 15-5-1975.

EXEMPLAIRE N° 1 - A conserver par le producteur

14 - Annexe 6 – Tableaux de suivi

Tableau à remplir par le lot GO	
Désignation du responsable chantier vert	
Dispositifs pour le lavage des véhicules	
Nombre de bennes et désignation par phase	
Désignation et localisation du prestataire (ou liste) pour le traitement des déchets	
Prévision du volume ou tonnage, par type de déchets produits <ul style="list-style-type: none">- Déchets inertes :- Déchets industriels banals :- Emballages :- Déchets dangereux :	
Mesures pour réduire les consommations énergétiques des cantonnements	

Tableau à remplir par les autres corps d'états	
Désignation du responsable chantier vert	
Prévision du volume ou tonnage, par type de déchets produits <ul style="list-style-type: none">- Déchets inertes :- Déchets industriels banals :- Emballages :- Déchets dangereux :	